

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres Cedex

Chartres, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PACKAGING

Usine de Toury
Route de Pithiviers
28310 Toury

Références : 5474/RAPVI/IC250231
Code AIOT : 0010005474

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2025 dans l'établissement DS SMITH PACKAGING implanté Usine de Toury Zone Industrielle 28310 Toury. L'inspection a été annoncée le 29/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PACKAGING
- Usine de Toury Zone Industrielle 28310 Toury
- Code AIOT : 0010005474
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement DS SMITH PACKAGING Toury est classé sous le régime de l'autorisation, au titre principalement des rubriques 2445 et 2450, pour une activité de fabrication d'emballages neutres ou imprimés en carton ondulé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Volume des réserves sprinklage - NC1 VI 09/05/2016 | Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 60 jours |
| 2 | Suivi des installations électriques - NC4 VI 09/05/2016 | Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.2.5 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande de justificatif à l'exploitant | 30 jours |
| 3 | Installations de protection contre la foudre - NC7 VI 09/05/2016 | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 5 | Vérification du sprinklage - NC9 VI 09/05/2016 | Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.1 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 60 jours |
| 6 | Suivi des poteaux incendie - R1 VI 09/05/2016 | Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Demande d'action corrective | 60 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 4 | Fréquence de contrôle du sprinklage et portes coupe-feu - NC8 VI 09/05/2016 | Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.3.2.3 | Avec suites, Lettre de suite préfectorale | Sans objet |
| 7 | Gestion des effluents industriels | Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.1.2.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont repris dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume des réserves sprinklage - NC1 VI 09/05/2016

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie automatisée |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale |
| Prescription contrôlée : <p>[...] Les réserves en eau associées au système d'extinction sont assurées par 2 réserves aériennes galvanisées de 740 m³ et de 40 m³ avec auto-alimentation. [...]</p> |
| Constats : <p><u>Constat du 14/09/2023 :</u> L'exploitant a indiqué, durant l'inspection, qu'il n'a pas changé les cuves qui sont installées sur son site. Les documents transmis par l'exploitant indiquent également que les volumes des cuves de sprinklage connus des prestataires de contrôle sont les volumes indiqués par l'exploitant dans son courrier du 9 septembre 2016. Cependant, les volumes présents sur site sont inférieurs aux volumes prescrits par l'arrêté préfectoral du 7 juin 2004.</p> <p><u>Écart relevé suite à l'inspection du 14/09/2023 :</u> Les réserves dédiées au sprinklage ne disposent pas des volumes prescrits dans l'arrêté préfectoral du 7 juin 2004.</p> <p><u>Courrier de réponse du 22/12/2023 :</u> Les volumes réels de nos réserves d'eau dédiées au système d'extinction sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Source A : 30 m³• Source B : 680 m³ <p>Concernant les valeurs mentionnées dans notre arrêté, il s'agirait d'une erreur commise lors de la constitution du dossier de demande d'autorisation. Le certificat N1 antérieur à l'arrêté d'exploitation atteste ces valeurs, et le dernier rapport Q1 en date les confirme (documents joints au présent dossier).</p> <p><u>Constat de l'inspection du 07/03/2025 :</u> Le certificat N1 présenté par l'exploitant dans son courrier de réponse du 7 novembre 2023 indique que les réserves alimentant le système de sprinklage présentent un volume de 30 m³ et</p> |

| |
|--|
| <p>680 m³, comme précisé par l'exploitant dans son courrier. Ce certificat est daté du mois de février 1994, soit 10 ans avant la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement.</p> <p>Le rapport EQUANS du 13 juin 2023 de vérification semestrielle du système de sprinklage indique également que le volume des réserves alimentant le réseau de sprinklage est de 30 m³ et 680 m³.</p> <p>Au vu de ces éléments, il appartient à l'exploitant de demander une modification de son arrêté préfectoral concernant cette prescription.</p> <p>Dans l'attente du dépôt et de l'instruction de cette demande de modification, le présent écart est conservé.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 60 jours</p> |

N° 2 : Suivi des installations électriques - NC4 VI 09/05/2016

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.2.5</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...].Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs à ces vérifications.</p> <p>Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat du 14/09/2023 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté, durant l'inspection, le rapport de vérification des installations électriques réalisé par DEKRA en date du 23 août 2023 et basé sur une intervention durant du 8 août au 23 août 2023. Il a également présenté le certificat Q18 lié à cette vérification.</p> <p>Le certificat Q18 indique que la vérification a été complète, et que la coupure électrique totale des installations n'a pas été autorisée. Par ailleurs, il indique que les installations électriques peuvent être à l'origine d'incendie ou d'explosion.</p> <p>10 écarts sont relevés, notamment au titre suivants :</p> |

- Absence ou inadaptation des dispositifs de surintensité
 - Présence de poussières déposée ou de substance pouvant présentant un danger dans les armoires électriques
 - Défaut de continuité du conducteur de protection dans les locaux à risque.
- Ce dernier type d'écart a déjà été signalé lors de précédentes vérifications.

L'exploitant a indiqué avoir mis en place un plan d'action pour corriger les écarts relevés, mais n'a pas indiqué qu'ils sont corrigés au jour de l'inspection.

Écart relevé suite à l'inspection du 14/09/2023 :

Le rapport de vérification des installations électriques du 23 août 2023 présente des non-conformités non corrigées au jour de l'inspection.

Réponse de l'exploitant du 22/12/2023 :

Ci-joint, le Q18.

- L'ensemble des écarts relevés dans le compte-rendu de vérification périodique Q18 ont été levés. L'installation électrique est conforme et ne présente pas de risque d'incendie.
- La société DEKRA a pu procéder à la levée des réserves du Q18 le 29/11/2023.

Constat de l'inspection du 07/03/2025 :

L'inspection des installations classées a consulté le certificat Q18 réalisé par DEKRA en date du 2 juillet 2024, basé sur une intervention du 24 juin 2024. Ce certificat indique que la vérification des installations électriques a été complète, et que la coupure totale des installations a été autorisée.

Il indique que l'installation électrique de l'établissement présente des risques d'incendie ou d'explosion, et liste 9 écarts. Ces écarts sont signalés pour la première fois.

L'exploitant a présenté le tableau informatique qu'il utilise pour le suivi des suites données à ce rapport. D'après ce tableau, une seule non-conformité reste à corriger au jour de l'inspection.

Cette dernière non-conformité devait, d'après les déclarations de l'exploitant lors de l'inspection, être corrigée par une intervention du 22 mars 2025.

Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées relève l'écart suivant : Le rapport de vérification des installations électriques du 2 juillet 2024 présente une non-conformité non corrigée au jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Installations de protection contre la foudre - NC7 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/09/2023

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Constats :

Constat du 14/09/2023 :

L'exploitant a présenté le rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisé par l'APAVE en date du 10 juillet 2023.

Ce rapport liste 4 non-conformités. L'exploitant a indiqué que l'une de ces non-conformités a été corrigée depuis cette vérification, et que l'intervention de sous-traitants est requise pour la correction des autres écarts.

L'exploitant a également présenté le relevé des impacts foudre en date du 12 septembre 2023, réalisé après des orages sur le département. Ce relevé indique que des impacts ont eu lieu lors de ces orages.

L'exploitant a présenté une commande justifiant d'une demande de réalisation de vérification visuelle des équipements de protection contre la foudre suite à ces impacts.

Écart relevé suite à l'inspection du 14/09/2023 :

Le rapport de vérification des équipements de protection contre la foudre liste des non-conformités non corrigées au jour de l'inspection.

Réponse de l'exploitant du 22 décembre 2023 :

Ci-joint, le rapport de vérification visuelle suite à impact foudre et installations vérifiées datant du 15/11/2023 au 23/11/2023.

- L'ensemble des non-conformités identifiées dans le compte-rendu de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre réalisé par l'APAVE en date du 10 juillet 2023 ont été levées.
- La société APAVE a également pu effectuer la vérification visuelle suite aux impacts de foudre datant du 12 septembre 2023.

Constat de l'inspection du 7 mars 2025 :

L'exploitant a présenté, lors de l'inspection, le rapport APAVE de vérification complète des installations de protection contre la foudre, datant du 9 septembre 2024. Ce rapport liste 2 constats pour lesquels le contrôle n'a pas émis d'avis pour cause d'impossibilité d'accès aux paratonnerres à dispositif d'amorçage - PDA - le jour du contrôle, et 7 observations. L'inspection des installations classées note que les observations listées sont relevées pour la première fois par le contrôleur.

L'exploitant a indiqué avoir mis en place une échelle d'accès depuis pour permettre l'accès aux PDA lors de prochains contrôles.

Il a également signalé qu'un devis en date du 5 février 2025 a été reçu par la société DS SMITH pour la correction des 7 observations relevées dans le rapport du 9 septembre 2024, mais n'a pas été en mesure d'indiquer une date d'intervention pour procéder à ces corrections.

Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées note l'écart suivant : Le rapport de vérification complète des équipements de protection contre la foudre du 9 septembre 2024 présente plusieurs non-conformités non corrigées au jour de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Fréquence de contrôle du sprinklage et portes coupe-feu - NC8 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.3.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui de ses règles internes de sécurité. Cette organisation comprend au moins : [...]

b) la vérification des divers moyens de secours, d'intervention ainsi que le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité, [...].

Constats :

Constat du 14/09/2023 :

1 - Portes coupe-feu :

L'exploitant a présenté lors de l'inspection le rapport en date du 16 juin 2023 réalisé par SCUTUM concernant les portes coupe-feu de l'établissement. Ce rapport a été réalisé moins d'un an avant l'inspection, la périodicité est respectée.

Par ailleurs, ce rapport liste plusieurs observations concernant les portes coupe-feu. L'exploitant a indiqué avoir réalisé plusieurs devis pour la correction de ces observations, mais a précisé qu'aucune commande n'a été réalisée au jour de l'inspection.

2 - Sprinklage :

Le dernier rapport Q1 de contrôle des équipements de sprinklage date du 13 juin 2023. Ce rapport a été réalisé moins d'un an avant l'inspection, la périodicité de contrôle de ces équipements est respectée. L'exploitation du contenu de ce rapport est reprise dans le point de contrôle n°9.

Non-conformité relevée suite à l'inspection du 14/09/2023 :

Le rapport de vérification des portes coupes-feu de l'établissement du 16 juin 2023 présente des observations non corrigées au jour de l'inspection.

Réponse de l'exploitant du 22/12/2023 :

Ci-joint, le bon de commande relatif à la non-conformité de la porte gondolée.

Intervention prévue en semaine 2, 2024, pour la dépose de la porte coupe feu, évacuation et mise à la destruction, ainsi que le remplacement par une porte coupe feu EI120 (2 heures) résistance au feu recto-verso.

Constat de l'inspection du 07/03/2025 :

L'inspection des installations classées a consulté le rapport SCUTUM en date du 4 juillet 2024 concernant le contrôle des portes coupe-feu du site.

Ce rapport présente un écart concernant le bon fonctionnement des portes coupes-feu A et A1, la porte A1 empêchant la bonne fermeture de la porte A en gênant le déplacement du contre-poids de la porte A. L'exploitant a indiqué avoir procédé à des travaux pour permettre le déplacement du contre-poids de la porte A.

L'inspection des installations classées a fait tester la fermeture des portes A et A1, l'une après l'autre, pour observer l'impact de ces travaux. Les deux portes ont pu être fermées, puis réouvertes par l'exploitant, sans incident lors de la manœuvre de ces portes.

Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérification du sprinklage - NC9 VI 09/05/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie automatisée

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. [...]

De plus, l'ensemble du site est protégé par un système d'extinction automatique. Ce système est conforme à la R1 édictée par APSAD. À ce titre, l'exploitant tient à disposition du service d'inspection la déclaration de conformité initiale N1 et les compte-rendus de visites périodiques Q1.

Constats :**Constat du 14/09/2023 :**

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des équipements de sprinklage EQUANS en date du 13 juin 2023. Ce rapport liste plusieurs non-conformités sans risque de mise en échec du système de sprinklage, ainsi que plusieurs observations et propositions d'améliorations du système. L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à la correction de ces éléments au jour de l'inspection.

Écart relevé suite à l'inspection du 14/09/2023 :

Le rapport Q1 du 13/06/2023 liste des non-conformités sans risque de mise en échec du système ainsi que plusieurs observations non résolues au jour de l'inspection.

Réponse de l'exploitant :

Ci-dessous, le plan d'action associé aux non-conformités identifiées dans le rapport de contrôle des équipements de sprinklage EQUANS en date du 13 juin 2023.

Ci-joint, le bon de commande relatif à la non-conformité du caisson non protégé de la Post Print.

Constat de l'inspection du 07/03/2025 :

L'exploitant a présenté le rapport de vérification des équipements de sprinklage AXIMA en date du 10 juin 2024. Ce rapport liste plusieurs non-conformités, dont une seule reste non corrigée au jour de l'inspection (Protection sous les gaines des nouveaux compresseurs). Cet écart n'était pas listé dans le rapport du 13 juin 2023 contrôlé lors de la précédente inspection.

L'exploitant a indiqué qu'un devis est en cours d'étude auprès des prestataires capables de réaliser ces travaux, mais n'a pas été en mesure de préciser une date pour la mise en conformité de cet écart. Il vise cependant à ce que cet écart soit corrigé avant la fin du premier semestre 2025.

Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées relève l'écart suivant à la prescription contrôlée :

Le rapport Q1 du 10 juin 2024 liste une non-conformité sans risque de mise en échec du système

| |
|---|
| non résolue au jour de l'inspection. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 60 jours |

N° 6 : Suivi des poteaux incendie - R1 VI 09/05/2016

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.5.7.1.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale |
| Prescription contrôlée : L'établissement dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude de dangers. Les besoins en eau des services d'incendie de secours sont assurés par une réserve d'eau d'un volume de 450 m ³ et par 3 poteaux incendie : -2 poteaux privés, situés à l'intérieur de l'installation, à moins de 50 m du bâtiment, assurant simultanément un débit de 140 m ³ /h ; -1 poteau public à 100 m assurant un débit de 90 m ³ /h sous 3 bar. [...] |
| Constats : Constat du 14/09/2023 : L'exploitant a présenté, lors de l'inspection, les résultats de mesure des poteaux incendie installés sur son site ainsi que sur la rue à proximité immédiate de son établissement. Ce rapport de mesure indique que, sous une pression d'1 bar, les poteaux internes de l'établissement fournissent respectivement 50 et 64 m ³ /h. Le poteau externe de l'établissement présente, sous une pression d'1 bar, un débit mesuré à 72 m ³ /h. Ce rapport n'indique pas si les mesures réalisées sur les poteaux internes ont été faites en fonctionnement simultané. Interrogé sur le sujet, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter cette précision. Par ailleurs, la pression attendue sur le poteau externe est de 3 bar. Le rapport présenté n'indique pas de mesure à cette pression. L'exploitant a par ailleurs indiqué disposer sur son établissement de 2 réserves aériennes d'eau [présentant chacune un volume de 550 m ³] sur son établissement, en plus des réserves de |

sprinklage.

Écart relevé suite à l'inspection du 14/09/2023 :

Les mesures réalisées sur les poteaux internes de l'établissement n'ont pas été réalisées en fonctionnement simultané. La mesure sur le poteau externe n'a pas été réalisée sous 3 bar de pression.

Constat de l'inspection du 07/03/2025 :

L'inspection des installations classées a consulté le rapport SCUTUM de contrôle des poteaux incendie en date du 4 février 2025. Ce rapport indique :

- que le poteau privé 1 présente un manque de pression, et ne fournit pas le débit de 140 m³/h sous 1 bar ;
- que le poteau privé 2 présente une fuite lorsqu'il est mis en pression, et n'a donc pu être mesuré. L'exploitant a indiqué sur ce sujet avoir reçu un devis le 5 mars 2025 pour la réparation de cet appareil. L'inspection des installations classées n'a pas observé, lors de l'inspection, de traces pouvant être liées à une fuite de ce poteau incendie ;
- que le poteau public à proximité de l'établissement ne délivre pas les 90 m³/h prescrits sous 3 bar.

L'exploitant a indiqué durant l'inspection qu'il envisage de faire réaliser une contre-visite pour valider les résultats de cette mesure, la dégradation de capacité entre les mesures observées en 2023 et celles observées en 2025 lui apparaissant particulièrement élevée.

Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées relève l'écart suivant à la prescription contrôlée :

Le rapport de mesures des débits des poteaux incendie internes à l'établissement indique qu'ils ne fournissent pas un débit suffisant par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 7 juin 2004.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Gestion des effluents industriels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2004, article 3.1.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des effluents industriels

Prescription contrôlée :

Les effluents industriels sont composés des eaux de lavage des colles et des eaux de lavage des encres et vernis.

Ces effluents font l'objet d'un stockage temporaire en cuve étanche puis d'un enlèvement

régulier à destination d'un centre d'élimination autorisé. [...]

Constats :

Constat de l'inspection du 07/03/2025 :

Suite à une panne d'une pompe de relevage présente dans une fosse de collecte d'eaux de lavage, l'établissement a subi, le 01/12/2023, une fuite d'encre et d'eaux de lavage qui ont rejoint le circuit de récupération des eaux pluviales. L'exploitant avait immédiatement placé le site sur rétention, et géré les effluents pollués par cette fuite dans le courant du mois de décembre 2023. Suite à cet incident, l'exploitant a indiqué lors de l'inspection du 7 mars 2025, avoir procédé au remaniement des flux de ses eaux de lavage. La fosse mise en cause lors de l'incident a été condamnée, et les eaux de lavage sont récupérées et stockées temporairement dans une cuve aérienne de 1500 litres, placée sur rétention, avant d'être expédiées par les tuyauteries de l'établissement vers une cuve située à l'extérieur des bâtiments, régulièrement vidée dans le cadre de la gestion des déchets de l'établissement.

L'exploitant a également indiqué avoir fait l'acquisition d'un obturateur pour la sortie de son bassin de rétention des eaux pluviales, et rédigé une procédure encadrant la mise en place de cet obturateur. Cette procédure n'a pas fait l'objet d'un essai le jour de l'inspection.

L'exploitant a signalé qu'il travaille à la conception d'un exercice de mise en rétention de l'établissement dans le cadre d'un déversement accidentel sur site, mais n'a pas indiqué de délai quant à la réalisation de cet exercice.

Au vu de ces éléments, l'exploitant a pris les mesures nécessaires pour éviter une répétition de l'incident du 01/12/2023. **Dans ce cadre, l'inspection des installations classées ne relève pas d'écart à la prescription contrôlée.**

Type de suites proposées : Sans suite